

# Mai 68, un entre deux dans l'histoire de la radio en France



Dr. Jean-Jacques Cheval

## Resumen

En France, en mai 1968, et autour des événements, les médias et tout spécialement la radio ont joué un rôle particulier. Au-delà de l'histoire événementielle, mai 68 marque pour la France un tournant sociétal auquel les médias n'échappent pas. Depuis le début des années 60 la radiodiffusion française connaît une mutation profonde. Les postes transistor mobiles et individuels ont remplacé les vieux récepteurs à lampe familiaux et de nouvelles émissions, de nouvelles musiques attirent et captivent les jeunes auditeurs. Dans le ton, les sujets abordés, nous observons à la fois à l'apogée et à la fin d'une certaine radiodiffusion cérémonieuse, révérencielle et centralisée. C'est aussi l'émergence d'une aspiration à la prise de parole, une parole plus directe et libérée de ses contraintes, plus en phase avec les craintes, les aspirations et les changements sociaux et moraux des années 60. Point de repère dans une évolution qui se déroule sur plusieurs années, situés dans un entre deux, la place et le rôle de la radio dans les événements de mai 1968 soulignent la contradiction d'un système médiatique français qui arrive à terme en même temps que s'annoncent, mais ne se réalisent pas, les changements des années 1970 et notamment les radios libres à venir.

## La Presse écrite

En 1968, la presse écrite quotidienne est nombreuse et reste puissante en France, le pays compte encore à cette époque près de cent (98) quotidiens d'information politique et générale, dont 13 à Paris et 85 en province. Après une période crise qui a suivi la Libération, la presse quotidienne est globalement en phase ascendante depuis le début des années 50. Dans cette période près de 60% de la population adulte déclare encore lire un journal tous les jours ou presque. 1968 sera justement, là aussi, une année charnière ; à partir de 1969, et jusqu'à aujourd'hui, le nombre de titres, les tirages et les ventes de la presse quotidienne seront en diminution régulière ou plus accélérée (notamment pour la presse parisienne et avec la première crise pétrolière des années 1970). Au regard des pays voisins, la situation française était déjà en retrait si l'on prend pour indice le nombre d'exemplaires de quotidiens diffusés pour 1000 habitants. Cet indice était de 260 en France en 1968 (mais de 470 au Royaume-Uni, de 345 en Allemagne ou de 310 aux Etats-Unis à la même époque). Aujourd'hui,

en France, le taux est de moins de 150 exemplaires pour 1000 habitants<sup>1</sup>.

En 1968, le quotidien le plus lu est *France-Soir* dont les tirages dépassent encore le million d'exemplaires mais dont la diffusion moyenne baisse depuis 1966. En 1969 il devra abandonner sa manchette qui proclamait : « Le seul quotidien vendant plus d'un million ». Après *France-soir*, l'autre grand quotidien est le *Parisien Libéré*. Tous deux sont populaires et conservateurs sans être forcément Gaullistes. Ils illustrent une forme de presse populaire qui subira directement les changements sociologiques accompagnant le mouvement de Mai 1968. Des études d'audience des années 60 montrent que les électeurs communistes sont plus nombreux à lire *France-Soir* que *l'Humanité* le journal du Parti communiste Français, qui se situe tout de même autour de 300 000 exemplaires, alors que ce parti représente un cinquième de l'électorat. Si, à l'instar du Parti communiste, *l'Humanité* reste critique et distante vis-à-vis du mouvement étudiant, c'est le journal national qui relate au mieux le mouvement social en les grèves, occupations d'usines dans toute la France, de mai à juin 1968. Les grands quotidiens « sérieux » sont *Le Figaro* et *Le Monde*. Ce dernier est un journal en forte progression au cours des années 60. Il diffuse à 355 000 exemplaires en 1968. De 1961 à 1969, *Le Monde* a doublé sa diffusion, notamment grâce à son succès auprès des étudiants. Les autres grands titres parisiens sont *l'Aurore*, *Paris Jour* qui va bientôt disparaître de même que *Paris Presse*. Il faut également citer *La Croix* ou bien *Combat*, qui fut le journal d'Albert Camus à la Libération et qui accorde un soutien marqué aux étudiants.

Mais, la presse quotidienne nationale n'est déjà plus à cette époque la presse dominante. La Presse quotidienne régionale (PQR) a dépassé depuis la Seconde guerre mondiale la diffusion de la presse parisienne. Une presse régionale en bonne santé qui est en progression et déjà en voie de concentration aussi. En province, les grands quotidiens sont *Ouest-France*, *le Progrès de Lyon*, *le Dauphiné libéré*, *la Voix du Nord* et *Sud-Ouest* (avec un tirage autour de 400 000 exemplaires à cette époque). À côté des quotidiens, il y a aussi de nombreux hebdomadaires, des périodiques très spécialisés, mais également des magazines d'information générale, tel *l'Express* et *le Nouvel Observateur*. Depuis 1964, ils se sont renouve-

<sup>1</sup> *Histoire générale de la presse française, tome 5*, Paris : Presses Universitaires de France, 1976.

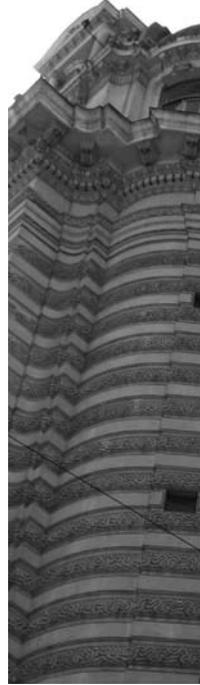
lés et ont adopté une formule moderne dite « News magazine » (à l'imitation du *Times* états-uniens ou du *Spiegel* allemand).

## L'audiovisuel

En 1968, la presse subit aussi de plus en plus la concurrence de l'audiovisuel. Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, la radio s'est généralisée dans les foyers français. 91,3% des Français possèdent au moins un poste de radios et souvent plusieurs. Les postes récepteurs à transistors (introduits sur le marché français depuis 1956) ont permis le multi équipement et sont devenus majoritaires par rapport aux postes à lampes, au début des années 60. Selon une enquête de l'IFOP de 1966, la radio était le premier média des jeunes (15-20 ans) à cette date. Déjà 46% des jeunes possédaient un poste récepteur de radio personnel. Ils pouvaient ainsi écouter individuellement les émissions qui s'adressaient plus spécifiquement à eux ; telle « Salut les Copains », l'émission fondée en 1959 (c'est aussi un journal *SLC* depuis 1962 et *Mademoiselle Âge Tendre* depuis 1964) ou bien « Dans le Vent » sur Europe aussi, avant que ne soit lancée l'émission « Campus », sur *Europe 1*, le 28 mars 1968 sous l'égide de François Jouffa, rapidement remplacé par Michel Lancelot. Ou bien encore « Minimax », sur *RTL*, avec le Président Rosko, venu tout droit de *Radio Caroline*, l'une des plus célèbres radios pirates, qui émettaient depuis des bateaux naviguant dans les mers d'Europe du Nord.

Les transistors ont apporté une individualisation de l'écoute et de plus une mobilité inconnue auparavant. La radio est devenue un objet que l'on peut transporter partout, notamment dans ses transports, ses loisirs, au travail... mais ce sera aussi le cas dans le cours des événements de 68, sur les piquets de grève, dans les universités et usines occupées, dans les manifestations et lors des émeutes.

À la fin des années 60 (1967), les Français sont 65,3% à écouter la radio tous les jours ou presque, ils sont encore seulement 53,6% à regarder la télévision dans les mêmes proportions). Mais irrésistiblement la télévision rattrape la radio et grignote du terrain. Depuis 1966 la majeure partie des foyers est équipée de téléviseurs (+ de 50%). Pourtant en 1968, l'ensemble de la population ne dispose pas encore des programmes des deux chaînes disponibles, faute de



récepteurs ou faute de couverture de diffusion, qui n'est pas généralisée sur l'ensemble du territoire. 65% des Français reçoivent la première chaîne et 42% la seconde qui a été lancée en 1964 et qui a tout juste débuté sa diffusion en couleur en 1967<sup>2</sup>. Discutée depuis 1967, le principe de l'introduction de la publicité de marque à la télévision, malgré de nombreuses oppositions, est finalement adoptée en avril 1968 et apparaîtra sur les écrans en octobre de la même année

Deux chaînes de télévision sont donc disponibles en 1968, mais leurs programmes ne couvrent pas l'ensemble de la journée, loin de là. Les stations de radios sont plus nombreuses. Pour le service public ce sont : *France Inter*, *Inter Variété* (qui sous la direction de Roland Dordhain a amorcé une mutation réelle depuis 1963 et une reconquête de l'audience), *France Culture* et *France Musique*, ainsi que des stations régionales.

## L'ortf

Les chaînes de télévision et de radio du service public sont dotées d'un monopole effectif depuis la Libération. Elles sont rassemblées dans un organisme unique : l'ORTF, l'Office de Radiodiffusion Télévision Française créé en 1964, héritier de la RDF puis de la RTF. L'ORTF est «un établissement public à caractère industriel et commercial» qui doit d'assurer un service public afin de satisfaire les besoins d'information, de culture, d'éducation et de distraction du public. Placé sous la tutelle du ministère de l'Information, l'office est doté d'un conseil d'administration propre (nommé par le gouvernement) et il dispose d'une autonomie financière mais son indépendance ne devient pas une réalité dans les faits.

Il compte plus de 12 000 employés et une grande partie des services de la radiotélévision française est hébergée dans un immeuble prestigieux, la Maison de la Radio, achevée et inaugurée en 1963. Avec ses 50 000 m<sup>3</sup> de volume, ses 30 000 m<sup>2</sup> de façade circulaire, la Maison de la Radio symbolise la centralisation majestueuse de l'audiovisuel français.

2 Sources : enquêtes IFOP-ETMAR, CESP, les *Cahiers d'Histoire de la Radiodiffusion*.

## Les Radios Périphériques

En même temps depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la France a toléré l'existence des « Radios Périphériques ». C'est de leur exterritorialité que les radios périphériques tiraient leur nom. Parce qu'elles étaient censées être des radios étrangères, fonctionnant aux frontières de la France et vers la France, mais à l'extérieur du territoire, elles échappaient en droit au monopole de l'État français. Aux yeux du public, elles constituaient une offre commerciale privée, alternative et plus libre que le service public.

Il s'agissait de *Radio Luxembourg*, créée avant guerre qui prend le nom de *RTL* en 1966 sur la principauté du Luxembourg et d'*Europe n°1* née en 1955, en Sarre allemande. A ces deux « périphériques » principales s'ajoutent *Radio Monte-Carlo (RMC depuis 1966)*, *Sud-Radio* et éventuellement *Radio Andorre*, mais ces dernières radios ne couvrent pas vraiment la France et en tout cas pas ou assez mal le nord et la région parisienne, leurs audiences de fait sont réduites.

En fait, les studios (et même parfois les émetteurs) de ces radios « étrangères » étaient situés en France. Il était facile, à tout moment, de couper les liaisons par câbles qui rattachaient leurs studios parisiens aux émetteurs<sup>3</sup>. De plus, de fortes participations financières de l'État français dans le capital de chacune de ces stations était le gage de la conformité des contenus, via le SOFIRAD dans le cas d'*Europe n°1*, via l'Agence Havas pour *RTL*.

Pour autant, l'apport des radios périphériques au pluralisme de l'information et des programmes ne fut pas inexistant. Durant la Guerre d'Algérie par exemple, puis lors des événements de Mai 1968 justement, *RTL* et *Europe 1* ont joué un rôle singulier indéniable dans le système d'information, au service du pluralisme. Toutefois, en 1968, les sondages de l'époque nous disent que la radio la plus écoutée en France était *France Inter*, (un tiers de l'audience de la radio) suivi d'*Europe* (21%) et de *RTL* (19%). Et pour ceux qui contestent le sys-



tème, l'audiovisuel est attaqué dans son ensemble qu'il soit public et « gouvernementalisé » inféodé au pouvoir et aux classes dominantes, ou bien privé et commercial, représentant, lui aussi, à travers la publicité honnie, la société de consommation.

## Quand la France s'ennuie

C'est le 15 mars 1968, que Pierre Viansson-Ponté publie, dans le journal *Le Monde*, un article resté fameux, un article indirectement et involontairement ou paradoxalement visionnaire : « *Quand la France s'ennuie...* ». Même s'il n'annonce pas vraiment l'explosion à venir, avec le recul du temps, le diagnostic qu'il dresse d'un état de mélancolie latent français, apparaît étonnamment juste. La télévision et ses discours lénifiants y sont évoqués à plusieurs reprises.

« Ce qui caractérise actuellement notre vie publique, c'est l'ennui. Les Français s'ennuient. Ils ne participent ni de près ni de loin aux grandes convulsions qui secouent le monde. [...] De toute façon, ce sont leurs affaires, pas les nôtres. Rien de tout cela ne nous atteint directement : d'ailleurs la télévision nous répète au moins trois fois chaque soir que la France est en paix pour la première fois depuis bientôt trente ans et qu'elle n'est ni impliquée ni concernée nulle part où que ce soit dans le monde.

La jeunesse s'ennuie. Les étudiants manifestent, bougent, se battent en Espagne, en Italie, en Belgique, en Algérie, au Japon, en Amérique, en Egypte, en Allemagne, en Pologne même. Ils ont l'impression qu'ils ont des conquêtes à entreprendre, une protestation à faire entendre, au moins un sentiment de l'absurde à opposer à l'absurdité. Les étudiants français se préoccupent de savoir si les filles de Nanterre et d'Antony pourront accéder librement aux chambres des garçons, conception malgré tout limitée des droits de l'homme [...] Heureusement, la télévision est là pour détourner l'attention vers les vrais problèmes : l'état du compte en banque de Killy, l'encombrement des autoroutes, le tiercé, qui continue d'avoir le dimanche soir priorité sur toutes les antennes de France.

Le général de Gaulle s'ennuie. [...] À voix basse, il soupire de découragement devant la « vachardise »

<sup>3</sup> Cette menace fut effectivement appliquée, en 1960 durant la guerre d'Algérie, pendant quelques heures, contre *Radio Luxembourg*.

de ses compatriotes qui, pourtant, s'en sont remis à lui une fois pour toutes de leurs affaires. Ce qui fait d'ailleurs que la télévision ne manque pas une occasion de rappeler que le gouvernement est stable pour la première fois depuis un siècle.

Seuls quelques centaines de milliers de Français ne s'ennuient pas : chômeurs, jeunes sans emploi, petits paysans écrasés par le progrès, victimes de la nécessaire concentration et de la concurrence de plus en plus rude, vieillards plus ou moins abandonnés de tous. [...]. La télévision, qui est faite pour distraire, ne parle pas assez d'eux. Aussi le calme règne-t-il.

[...] Dans une petite France presque réduite à l'hexagone, qui n'est pas vraiment malheureuse ni vraiment prospère, en paix avec tout le monde, sans grande prise sur les événements mondiaux, l'ardeur et l'imagination sont aussi nécessaires que le bien-être et l'expansion. Ce n'est certes pas facile. L'impératif vaut d'ailleurs pour l'opposition autant que pour le pouvoir. S'il n'est pas satisfait, l'anesthésie risque de provoquer la consommation. Et à la limite, cela s'est vu, un pays peut aussi périr d'ennui. »

## La Société du Spectacle

Dans un autre registre, Guy Debord a publié « *La Société du Spectacle* » en 1967. Dans cet essai critique de la société « spectaculaire-marchande », appelé à devenir célèbre, manifeste des Situationnistes et qualifié parfois de bréviaire des étudiants enragés de 68, les médias ne sont pas vraiment un thème central, mais la critique de la communication moderne y est présente de même que l'évocation des « *récepteurs du message spectaculaire* »<sup>4</sup>.

« *Si le spectacle, pris sous l'aspect restreint des « moyens de communication de masse », qui sont sa manifestation superficielle la plus écrasante, peut paraître envahir la société comme une simple instrumentation, celle-ci n'est en fait rien de neutre, [...] l'administration de cette société et tout contact entre les hommes ne peuvent plus s'exercer que par l'intermédiaire de cette puissance de communication instantanée, [...] cette « communication » est essentiellement unilatérale ; de sorte que sa concentration revient à accumuler dans les mains de l'administration du système existant les moyens qui lui permettent de poursuivre cette administration déterminée.* »

4 Debord Guy, « *La société du spectacle* », Paris : éditions Buchet-Chastel, 1967

Guy Debord dénonce une communication, qui instrumentalisée devient un des outils de l'aliénation de la population qu'elle isole en unités atomisées. Citant Lewis Mumford, il écrit qu'avec l'usage des moyens de communication de masse, l'isolement de la population s'est avéré un moyen de contrôle très efficace. « *L'emploi généralisé des récepteurs du message spectaculaire fait que son isolement se retrouve peuplé des images dominantes, images qui par cet isolement seulement acquièrent leur pleine puissance.* »

## L'ortf en lutte

La radio, puis la télévision depuis 1944 sont des services administratifs de l'Etat, placées, notamment pour l'information, sous l'autorité directe des ministres ou secrétaires d'Etat à l'information. Ils sont nombreux sous la Quatrième République (parmi eux, en 1949, le jeune François Mitterrand dans son premier poste ministériel). L'information parlée et télévisée est véritablement « gouvernementalisée ». En 1958, avec la Cinquième République, rien ne change sinon que de Gaulle, qui par décision politique, a été pratiquement totalement privé de micro de 1947 à 1958, retourne cet ostracisme en sa faveur. La conception gaullienne de l'audiovisuel est simple, ses mémoires en témoignent ouvertement ; pour le général, la radio et la télévision participaient des prérogatives directes du chef de l'Etat. En rendant compte de son activité et de celle du gouvernement, la radio et la télévision devaient compenser légitimement ce qu'il jugeait comme une hostilité générale, constante, diffuse ou déclarée, de la presse écrite.

De fait le contrôle de l'exécutif sur la radiotélévision ne diminue pas avec la Cinquième république, il a même tendance à s'accroître notamment en 1962 sous l'impulsion de son ministre de l'Information, Alain Peyrefitte. La création de l'ORTF n'y change rien. À l'ORTF, la grogne ne naît donc pas du néant en 1968. En 1964 et 1966, des mouvements de grève importants avaient touché l'Office. En 1966 déjà, 92 journalistes de l'Office avaient été licenciés pour avoir participé à la grève.

En 1968, alors qu'à partir du 1<sup>er</sup> mai, l'agitation et les mouvements sociaux s'amplifient, la télévision semble rester sourde et aveugle aux événements. Accusés de mensonges, de partialité, de collusion avec le pouvoir et avec la police, certains journalistes et professionnels de l'ORTF en ressentent de la gêne voire de la honte. Le contrôle de la radio publique attire moins

l'attention des politiques que celle de la télévision et elle restera plus libre de ses mouvements durant les premières semaines des événements. Ainsi les journalistes de la radio publique couvrent les événements. Ils rendent compte par exemple de la première nuit des barricades (nuit du 10 au 11 mai), comme les radios périphériques, mais de manière plus distante et neutre que celles-ci. Les reportages sont diffusés en différé, par ordre d'André Astoux. (directeur général adjoint), les journalistes ne sont pas dans la rue et de fait les auditeurs privilégient la concurrence des radios privée qui collent plus à l'information.

Le 10 mai, la censure du magazine d'information télévisé *Panorama*, consacrant un reportage à la contestation étudiante, sert de révélateur à la crise. Suspendue, puis reprogrammée mais en décalé, le 11 mai, la diffusion de l'émission dans une version amputée et tronquée ne calme pas les critiques. Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour dénoncer les carences dont fait preuve le service public en matière d'information.

Le 13 mai, les syndicats français s'associent à l'appel à la journée de grève nationale en soutien aux étudiants et contre les violences policières. Ponctuelle à l'origine, cette grève est reconduite dans de nombreuses entreprises. À l'ORTF, l'intersyndicale des personnels (qui rassemble différentes catégories de personnels) s'associe à cette journée et dans les jours suivants, réunions, assemblées générales se succèdent où s'élaborent, un peu confusément, un ensemble de revendications.

Les programmes de télévision se poursuivent pour un temps. Le 14 mai, le magazine *Zoom* propose un reportage suivi d'un débat en différé sur la crise auquel participe notamment Jacques Sauvageot (UNEF), Alain Geismar (SNES-SUP), Pierre Juquin du PCF, David Rousset gaulliste de gauche et journaliste, un député gaulliste (André Fanton) et le recteur Cappelletti. Le 16 mai, un autre débat, en direct cette fois, rassemble Sauvageot, Geismar, Cohn-Bendit devant trois journalistes de *France-Soir*, de *Paris-Presse* et du *Figaro*, avant une intervention du Premier Ministre, Georges Pompidou.

Le 18 mai, l'intersyndicale de l'ORTF adopte une plate-forme de revendication qui concerne à la fois des revendications professionnelles et des réformes de structures. Au premier rang de ces dernières figurent l'exigence de l'abrogation de la loi de 1964 fondatrice de l'ORTF ; la demande d'une réelle autonomie de l'office à l'égard de toute tutelle ministérielle et la dé-

mission des responsables de l'entreprise (notamment à la radio, la démission de Jacqueline Baudrier, rédactrice en chef est demandée) ainsi que la constitution d'un conseil d'administration représentant toutes les tendances de l'opinion. En parallèle, une grève de 24 heures reconductible est déclenchée. À la télévision, outre les journaux télévisés, il est prévu la diffusion des émissions programmées préenregistrées ou bien des films de remplacement pour les émissions en direct. Les journalistes de télévision tardent à rejoindre le mouvement, mais le 23 mai, la majorité d'entre eux déclare leur solidarité avec l'intersyndicale, sans encore tous cesser le travail. L'intersyndicale, où les journalistes de radio siègent à partir du 22 mai, souhaitait que les rédactions poursuivent leur travail d'information. En conséquence les services radiophoniques, sur les trois chaînes existantes, diffusent un service minimum, une émission commune de musique et de chansons entrecoupée aux heures habituelles de bulletins d'information et de journaux parlés. Mais les règles ont changé. Le 22 mai, les journalistes de la radio ont élu un « Comité des cinq », soit 5 d'entre eux, pour surveiller l'objectivité de l'information. Les cadres officiels voient leur pouvoir, discuter, contester de l'intérieur même de la rédaction, qui s'essaie à une certaine forme d'autogestion dans une effervescence et un conflit incessant avec la direction.

La réaction du général de Gaulle se veut très ferme, il a ordonné à Georges Gorse, ministre de l'Information : « Pour l'ORTF, vous reprenez les choses en main, vous mettez les trublions à la porte et puis voilà ! ». Le vendredi 24 mai, à 20 heures, la radio et la télévision assurent la diffusion de la première allocution du général de Gaulle. Il essaie de reprendre la main mais sa prestation est jugée insipide ou même maladroite, à côté des événements. En tous cas elle n'entraîne pas de retournement de situation, au contraire même. Ce jour-là, les manifestants parisiens, au pied de la gare de Lyon, interrompent l'avance du cortège pour écouter sur des récepteurs transistors l'allocution. Ils entendent l'annonce d'un référendum à venir, chargé de donner au chef de l'Etat « un mandat pour la rénovation », mais, quand le Président prononce ces mots « Au cas où votre réponse serait « non », il va de soi que je n'assumerai pas plus longtemps ma fonction », les manifestants exultent et les derniers mots du discours se perdent dans des acclamations. La réaction de nombreux manifestants est de joie car cette annonce d'un possible départ attendu, ils l'entendent comme la promesse d'une victoire annoncée. Un slogan jailli, il est répété cent fois : « Au revoir de Gaulle, au revoir ! ».

La nuit du 24 au 25 mai est une nuit d'émeute particulièrement violente. La grève devient générale dans le pays, les usines et les entreprises sont occupées. 8 à 10 millions de salariés ont cessé le travail dans ce qui est et reste la plus grande grève générale de toute l'histoire de France. Le protocole d'accord conclu le 27 mai 1968 entre le patronat et les syndicats, sous l'égide du Premier ministre, Georges Pompidou, au ministère du Travail, rue de Grenelle, et connus sous le nom des «accords de Grenelle» ont été rejetés par les grévistes et ne permettent pas une reprise immédiate du travail.

Le 25 mai, le refus de la direction de l'ORTF de diffuser à la télévision les réactions de personnalités politiques et syndicales aux propos du chef de l'État entraîne cette fois une large majorité de journalistes de l'information télévisée (97 contre 23) dans la grève effective. Mais, à la radio publique, les journalistes poursuivent encore leur travail.

Le 29 mai, le général de Gaulle disparaît durant quelques heures. Le pouvoir semble vacant et même à prendre. Mais le Président de la République réapparaît très vite après une visite éclair en Allemagne où, on l'apprendra plus tard, il s'est assuré du soutien de l'armée.

Le 30 mai, la seconde allocution du général de Gaulle est uniquement diffusée sur les ondes radiophoniques. C'est délibérément à la radio et uniquement à la radio qu'a été diffusée cette intervention, à 16 heures 30 (et non pas 20 heures). Cette stratégie permet à l'homme du 18 juin 1940 et du 23 avril 1961 (allocution radiophonique lors de la tentative de coup d'État militaire à Alger par « un quarteron de généraux en retraite ») de renouer avec sa légende et de retrouver son charisme. L'épisode constitue le dernier grand rendez-vous du général avec ce média. Le ton est solennel, ferme et déterminé, la dramatisation recherchée, la scandale du discours théâtralisée, les remarques cinglantes pour ses adversaires. Dans le rôle retrouvé du patriarche sévère, le général sonne,



dit-on, « la fin de la récréation ». Il annonce son maintien et celui de son Premier ministre, Georges Pompidou. Il dissout l'Assemblée nationale et convoque de nouvelles élections pour le mois suivant.

Cet épisode marque le reflux du mouvement de Mai 68 et la reprise en main de la situation par le pouvoir. Par l'allocution du jeudi 30 mai 1968, et avec la manifestation de soutien qui la suit immédiatement, de Gaulle a renversé la situation. En effet, préparée et non spontanée, une démonstration massive de soutien de ses partisans s'engage le jour même sur les Champs-Élysées. 300 000 personnes au moins, mais on parle aussi d'un demi million de manifestants, suivent un cortège entraîné notamment par André Malraux, François Mauriac, Michel Debré, Maurice Schumann...

Les événements ne se terminent pas ce jour-là, mais le mouvement s'infléchit. Dans les entreprises en grève, on reprend les discussions sur la base de négociations de Grenelle. Le protocole prévoyait l'augmentation du salaire minimum (SMIG) de 35%, le relèvement des salaires généraux de 10%, le paiement des jours de grève, la réduction d'une heure du temps hebdomadaire de travail en vue d'aboutir à la semaine de 40 heures, le libre exercice du droit syndical... Obtenant satisfaction, les salariés cessent progressivement la grève et, malgré quelques nouveaux épisodes violents, à Paris et en province, vers le 20 juin, la reprise du travail est pratiquement générale à travers le pays. Les élections législatives des 23 et 30 juin donnent à la droite et au gouvernement une majorité politique inconnue depuis 1919.

Le paradoxe fut que l'ORTF s'est enfoncé dans la grève quand, ailleurs, le mouvement s'essouffait. Le vendredi 31 mai, le Périgourdin Yves Guéna, qui vient d'affronter la grève des postiers et téléphonistes, est nommé ministre de l'information en remplacement de Georges Gorse, dans le nouveau gouvernement Pompidou remanié. Il entreprend énergiquement de remettre en route l'ORTF avec l'aide d'entreprises privées et de l'armée. En application du plan « Stentor », Yves Guéna fait entourer ou occuper les locaux de l'ORTF par la police, à Paris et en province. L'accès des bâtiments est interdit aux grévistes.

Le 4 juin, la presque totalité des émetteurs de l'ORTF est occupée par l'armée. En réaction, les techniciens de l'office qui assuraient jusqu'alors un service minimum de sécurité quittent leurs postes dès l'arrivée des techniciens de l'armée ou des forces de l'ordre. La manière forte échoue et le mouvement de grève se

poursuit et s'étend même à l'ORTF. Sous la conduite d'Édouard Guibert, les journalistes de France Inter, solidaires des grévistes et avec leur accord, qui ont continué de travailler jusqu'alors, rejoignent à leur tour le mouvement. Radios et télévisions publiques sont paralysées, elles ne diffusent plus qu'un service véritablement minimum assuré par les personnels non grévistes très peu nombreux.

Les revendications des rédactions touchent alors pour l'essentiel la liberté d'expression. En juin 1968, le comité de grève des journalistes de l'ORTF, déclare par exemple qu'ils «*veulent que l'ORTF soit au service des 30 millions de téléspectateurs et d'auditeurs et non pas d'une propagande partisane. L'ORTF doit être le reflet fidèle de la France et des Français, ce qu'ils pensent, aiment et souhaitent. Journalistes de la radio et de la télévision, nous entendons exercer notre métier librement*». À Paris, la grève est marquée de manière spectaculaire par l'opération "Jéricho"; une référence à la Bible ou comment Josué fit tomber les murailles de la ville de Jéricho en faisant tourner autour d'elle, sept jours de suite, l'armée des Hébreux. Du 6 juin au 11 juin, dans une ronde silencieuse autour de la Maison de la Radio, différentes catégories professionnelles viennent manifester leur solidarité avec les personnels de l'ORTF (le 6 : les gens du spectacle ; le 7 : les journalistes et ouvriers du livre ; le 8 : les ouvriers de la métallurgie ; le 9 : les enseignants et les étudiants ; le 10 : les fonctionnaires ; le 11 : les Arts et les Lettres ; le 12 enfin : des personnes diverses, des anonymes, des auditeurs, des téléspectateurs venus malgré l'interdiction de manifester). En province, autour des stations régionales, des débats, des galas sont organisés, le public y est convié. Les grévistes s'attachent à expliquer leur action et à répondre aux questions de téléspectateurs privés de programmes.

Des pourparlers s'ouvrent entre les syndicats et la direction générale, mais sans qu'il n'y ait de véritables négociations. La direction et le ministère de tutelle proposent des améliorations matérielles, mais se montrent intraitables sur les revendications concernant la liberté d'information ou l'autonomie rédactionnelle. Après le premier tour des élections législatives (23 juin), progressivement, les syndicats de l'Office votent le retour au travail. Les journalistes de la radio publique suspendent la grève générale le 27 juin. À compter du lundi 1<sup>er</sup> juillet, les réalisateurs et les producteurs de télévision décident à leur tour de cesser la grève. Enfin, le 12 juillet, l'union

des journalistes de la télévision se résout, à l'issue de sept semaines de grève, à suspendre le mouvement, pour reprendre le travail le 13 juillet.

Mais, ce long conflit ne reste pas sans conséquences. Quand ils se rendent à nouveau à leur travail, on conseille aux anciens grévistes de rester chez eux et d'attendre une convocation individuelle. Au mois d'août 68, le journal «*Le Monde*», sans être exhaustif dresse un rude bilan des sanctions. Plus de 50 journalistes permanents à la radio ou à la télévision ont été licenciés, d'autres doivent prendre une retraite anticipée. À ceci s'ajoutent des mutations d'office à l'étranger, des déplacements vers les stations de province et le non renouvellement de contrats d'intérimaires ou stagiaires<sup>5</sup>. Parmi les sanctionnés, au moins pour un temps, figurent des noms connus dès cette époque ou d'autres qui le deviendront : Robert Chapatte, François de Closets, Roger Couderc, Michel Drucker, Michel Honorin, Thierry Roland, Emmanuel de la Taille, Frédéric Pottecher, Roland Mehl, Jean-Pierre Elkabach, Édouard Guibert... Certaines sanctions seront de courtes durées, d'autres plus longues.

La grève a modifié le climat au sein de l'entreprise. Unies dans la grève, les relations entre les professions de l'audiovisuel vont parfois se tendre à la reprise du travail. Il y a parfois chez les techniciens et les administratifs un sentiment d'avoir été dupés par les journalistes. Des techniciens dénoncent leur facilité d'élocution et leur faculté à prendre et surtout à garder la parole. L'impression d'avoir été dépossédé de leurs idées, de leurs revendications propres, affecte ainsi des personnes d'autant plus amères qu'elles considèrent que les journalistes ont pris le train en marche. Inversement les journalistes qui seront beaucoup plus sanctionnés que les techniciens ou les administratifs considèrent qu'on leur fait payer beaucoup plus durement leur implication dans la grève. Certains sanctionnés du service public, rejoignent les radios périphériques qui elles aussi se sont particulièrement illustrées durant le printemps 1968.

Après 1968, l'audiovisuel public français redevient extrêmement contrôlé. En 1969, Georges Pompidou succède au général de Gaulle à la présidence de la République. Il supprime le ministère de l'Information



5 *Le Monde*, 14 août 1968

pour placer l'ORTF directement sous la tutelle du Premier ministre. Si l'un d'eux, Jacques Chaban-Delmas tente des politiques d'ouverture, le Président Pompidou reste lui-même fermement attaché à la doctrine gaulliste de l'Information. Il le rappellera à plusieurs reprises. Pour lui l'ORTF c'est la « voix de la France » : « *Etre journaliste à l'ORTF ça n'est pas la même chose que d'être journaliste ailleurs. L'ORTF, qu'on le veuille ou non, c'est la voix de la France. C'est considéré comme tel dans le public. [...] Et par conséquent, ceux qui parlent à la télévision, à France Inter, ils parlent un peu au nom de la France et il y a une certaine hauteur de ton qui est la chose que pour ma part, je leur demande* »<sup>6</sup>. Sa conception est celle d'un service public audiovisuel proche du journal officiel et elle légitime par avance les encadrements, limites et censures envers ses journalistes. Son successeur, le très libéral Valéry Giscard d'Estaing modifiera cette politique dans sa forme, ses moyens, mais pas véritablement sur le fond. Les radios libres qui apparaissent dans les années 70 seront poursuivies pour atteinte au monopole jusqu'en 1981.

## Le mai des Radios Périphériques

Il n'y a pas eu de mouvement de grèves en 1968 dans les radios périphériques, par contre en suivant au jour le jour les événements, les violences mais aussi les négociations, elles ont pallié les carences d'un service public privé de crédibilité ou muet. Elles ont été présentes en rendant compte précisément des manifestations au point qu'on a pu les qualifier de « *radios barricades* » ou de « *radios émeutes* ». Le gouvernement les accusait d'amplifier les troubles et de guider les étudiants du Quartier latin en signalant les mouvements des forces de l'ordre. Le 14 mai, le Premier ministre Georges Pompidou, déclarait à l'Assemblée : « *Je ne peux pas ne pas souligner le rôle, en pareil cas difficilement évitable mais néfaste, de radios qui, sous prétexte d'informer, enflammaient, quand elles ne provoquaient pas. Entre la diffusion des renseignements et la complicité, entre le souci de recueillir les explications des manifestants et l'appel à la manifestation, il n'y a qu'un pas et qui fut franchi parfois allègrement* »<sup>7</sup>.

Effectivement, les rédactions de RTL et d'Europe n° 1 envoient leurs équipes de reporters, qui participent

aux cortèges et témoignent des affrontements entre policiers et étudiants. Sur Europe n° 1, on retrouve, sur le terrain et à l'antenne une douzaine de journalistes, dont des vétérans de la guerre d'Algérie (Julien Besançon), des journalistes sportifs (Fernand Choisel), des reporters déjà connus (Bernard Soulé) ou des plus jeunes débutants alors dans la profession (comme Gilles Schneider ou François Jouffa...). À RTL, on retiendra les noms d'Alain Dauvergne, Jacques Idier, Christian Brincourt, Patrick Pesnot, Jacques Chapus ou Alain Lemaître, placés sous la rédaction en chef de Jean-Pierre Farkas. Ces journalistes des radios périphériques vivent les événements dans la rue, au cœur du quartier latin, ils participent à la fièvre de l'action, sentent la montée de la tension, ils voient et décrivent la violence des affrontements, subissent les gaz lacrymogènes et même parfois les charges et les coups de matraque des CRS, les compagnies républicaines de sécurité. La jeunesse de certains d'entre eux les rapproche justement des manifestants et oriente leurs commentaires dans un sens favorable aux étudiants.

Le travail des journalistes s'appuie sur l'équipement technique disponible : les radio-téléphones, motos et voitures émettrices qui sillonnent le quartier latin, les magnétophones Nagra aussi. Ce n'est pas sans doute la première fois que ces technologies sont mises au service du direct, on avait pu en juger lors de la guerre d'Algérie déjà, ou bien dans des circonstances plus anodines. Les radios périphériques, écrit André-Jean Tudesq, « *avait davantage l'habitude – accentuée par la légèreté de la technique – d'interviewer en direct dans la rue ou au téléphone, de pratiquer le reportage du style « comme si vous y étiez » dans les faits divers ou les rencontres sportives* ». À l'écoute des archives de cette période, on remarque bien d'ailleurs le ton sportif de certains reportages : le rythme des phrases, l'enchaînement et l'accélération des commentaires, l'excitation de la voix évoque une retransmission sportive. Les radios privées font vivre l'événement avec un grand réalisme et, ce qui est nouveau, dans la durée. Couvrant les événements jour après jour, durant des semaines, elles captivent les auditeurs et surprennent les observateurs.

Dans *L'Express* du 3 juin 1968, Danièle Heyman écrivait : « *Depuis le 6 mai, le transistor est devenu le cordon ombilical qui relie la France à sa révolution. La télévision, muselée ou presque, a pour l'instant renversé le régime de l'image. Le pouvoir est à la parole. Et dans le domaine de l'information, les radios périphériques, grâce à leur souplesse, à leur mobilité, grâce aussi à une certaine liberté, ont*

6 Georges Pompidou, conférence de presse du 2 juillet 1970

7 cité in Souchier Emmanuel, *Mai 68*, Paris : la Documentation Française (Coll. Dossiers Les Médias et l'événement), 1988

*affirmé leur puissance et, dans l'ensemble, assumé leurs responsabilités ».*

Maurice Grimaud, préfet de Police à Paris lors de cette période, écrira plus tard : « *Pour la première fois, nous mesurons le rôle considérable que jouaient dans ces événements les reporters de radio et notamment des postes périphériques. Cette radio dans la rue, au niveau des manifestants, sans intervalle, sans répit, donnait un caractère extraordinairement dramatique aux moindres incidents, et l'information atteignait de plein fouet des centaines de milliers d'auditeurs tendus vers leurs transistors* ». Il ajoutait que ces reportages avaient « *certainement contribué à rabattre vers le Quartier latin quantité de gens qui, sans cela, seraient restés chez eux* ». Mais, il précisait aussi : « *ces reportages étaient d'ailleurs suivis avec soin (...) par mes collaborateurs. (...) Plus d'une fois, c'est par ce moyen que, nous aussi, nous étions alertés sur un incident. (...) C'est un peu comme si, pendant la guerre, l'état-major avait su à tout instant ce qui se passait dans les lignes adverses* »<sup>8</sup>. Les radios n'étaient peut-être pas d'ailleurs les seules sources d'information des manifestants qui, semble-t-il, avaient également réussi à se brancher directement sur les fréquences de la police.

Les radios périphériques rendent compte, mais sont parfois elles-mêmes impliquées dans le cours de l'action. Un épisode est resté célèbre : le 10 mai, par exemple, RTL tente d'organiser en direct une négociation entre Alain Geismar et le vice-recteur des universités Chalin (et non directement avec le recteur Roche). Geismar interpelle le gouvernement et déclare « *Si le ministre prend ces décisions [la libération des étudiants inculpés depuis le 3 mai et l'évacuation par les policiers du Quartier Latin], il sait qu'il peut communiquer directement avec les manifestants sur l'antenne. Il suffit de demander à tous les gens qui sont dans les appartements alentour de mettre leurs postes de radio à leurs fenêtres* ». La négociation est interrompue notamment par pression d'Alain Peyrefitte, alors encore ministre de l'Éducation Nationale. À RTL, Jean-Pierre Farkas met fin à l'échange et à la transmission, quand Alain Geismar veut profiter de l'antenne pour donner directement des consignes aux étudiants.

Le pouvoir finit par réagir. Les autorités brandissent la menace de couper les liaisons câblées des radios périphériques entre leurs studios et leurs émetteurs, ce qui ne fut pas fait. Mais finalement, pendant une

semaine, du 23 au 30 mai, on supprima aux journalistes l'usage de leurs radiotéléphones, motos et voitures émettrices, ou plus exactement l'usage des fréquences dévolues à ces appareils, sous prétexte que leur utilisation brouillaient les fréquences des hôpitaux, des ambulances et de la police et surtout renseignaient les manifestants. Les violences d'une nouvelle « nuit des barricades », durant la nuit du 24 au 25 mai, eurent lieu malgré tout. D'ailleurs les émissions en direct n'avaient pas cessé. Les reporters avaient pressenti cette interdiction et s'y étaient préparés. Ils sont restés en liaison avec leurs studios grâce à des bricolages à partir de l'utilisation des cabines téléphoniques ou sur les lignes téléphoniques des particuliers, qui vivaient dans les quartiers des manifestations et leur ouvraient généreusement leurs portes. L'effet de direct n'était plus tout à fait le même, mais néanmoins l'information continuait à passer. L'usage des radios téléphone sera rendu le 30 mai pour que les radios privées puissent couvrir la manifestation gaulliste des Champs-Élysées. Entre temps, les directeurs des deux stations, Maurice Siegel pour Europe 1 et Jean Farran à RTL, conjointement, ont lu à l'antenne un texte de protestation voilée et ils assuraient à leurs auditeurs : « *nos reporters seront encore plus nombreux sur l'événement (...) vous serez, comme par le passé, informés complètement. D'une autre manière, mais toujours aussi complètement et avec autant de vérité* ».

Il serait erroné d'en déduire que les radios privées se soit placées d'un seul côté en soutenant le mouvement de mai 68 contre le pouvoir en place. En fait, ces radios « *travaillent sur une corde raide* » écrit Jean-François Remonté. « *Elles sont accusées de complicité par les uns comme par les autres. Le moindre commentaire peut être mal interprété: Europe 1 voit ses voitures attaquées par des étudiants qui crient « Paoli au poteau », ce qui n'empêchera pas les locaux de la rue François 1er d'être envahis au soir du 30 mai par des manifestants gaullistes, mécontents du compte-rendu de leur défilé entre la Concorde et l'Etoile* »<sup>9</sup>. A posteriori on distinguera l'attitude plus prudente d'Europe 1 et celle plus volontariste de RTL. En studio, à Europe 1, Jacques Paoli ou René Duval orchestraient le travail de leurs reporters, ou les renaient diront certains. À RTL, Jean-Pierre Farkas, rédacteur en chef, joue le même rôle avec son équipe, mais leur consent plus de marge de manœuvre.

Marcelle Michel, dans *Le Monde* du 5 juillet 1968, donnera une des conclusions provisoires à cette ex-

<sup>8</sup> Grimaud Maurice, *En mai fait ce qu'il te plaît*, Paris : Stock, 1997

<sup>9</sup> Remonté Jean-François et Depoux Simone, *Les années radio, 1949-1989*, Paris : l'arpenteur, 1989, p. 88

périence de la manière suivante : « *Les événements et la contestation devraient engendrer un nouveau style radiophonique [...] les échanges téléphoniques, ainsi que les multiples «tables rondes» et débats organisés à RTL et Europe n° 1 entre leaders politiques, journalistes, spécialistes, se caractérisaient par une certaine qualité de ton, des références techniques, un souci de traiter l'auditeur en adulte* ». Jean-Jacques Dupont dans le journal *Combat* du 20 juillet, pouvait bien poser la question : « *Qui contribue à informer, à éclairer l'électeur ? Qui donne la parole à chacun, les radios périphériques ou l'académique et mortelle ORTF ?* ». Quant à la *Vie française* du 5 juillet 1968, elle assène sans détour : « *les radios périphériques dont on nous a redonné le goût et souvent l'usage, nous livrent en vrac ce qui se sait et ce qui se dit, et l'on ne demande pas autre chose* »<sup>10</sup>.

RTL revendiquera son rôle lors de cette période à travers des campagnes de publicité. Pourtant à la fin de l'année et en 1969, c'est à France Inter que les sondages d'audience redonnent, à nouveau, la première place. Le discrédit du service public ne touche plus qu'une partie de l'opinion.

## Conclusion

Commentant à chaud les événements, Yves Froment-Coste dans l'hebdomadaire *Télérama*, écrit le 16 juin 1968, « *dans ce grand tourbillon d'idées et d'énergies du printemps 1968 où se sont confrontés le passé et l'avenir, la radio a été le seul lien entre les multiples fractions d'une France chaotique* ». Dix ans plus tard le Professeur André-Jean Tudesq tirait cette conclusion « *la place de la radio dans les événements de 1968 (...) démontra que la radio n'était pas éliminée par la télévision. Désormais, l'information devint ou redevint l'une de ses spécificités [...] C'est à ce titre surtout que 1968 marque dans l'histoire de la radio en France un tournant, sinon un renouveau. Malgré la télévision, peut-être même à cause de la télévision qui a été pour elle un défi l'obligeant à se renouveler, la radio a trouvé une spécificité. La rapidité de l'information*



*ne peut plus lui être contestée, ni une plus grande communicabilité.*»<sup>11</sup>.

Une fois de plus, une fois encore, en 1968, la radio s'est révélée, par excellence, être le média des temps de crises. Sa place en a surpris plus d'un et le ton nouveau que les radios privées se sont alors permis apparaît dans certains témoignages. « *C'était formidable. Après des années de mensonges et de conneries, voilà qu'on entendait s'échapper du transistor le récit du réel ! Des faits, des faits les gars de la radio, essoufflés, n'avaient même plus le temps de penser à se taire, ils étaient pris de vitesse par leur propre métier, et le faisaient enfin convenablement* »<sup>12</sup>.

Néanmoins, on peut douter qu'il y eut une subversion fondamentale des règles et procédés journalistiques et radiophoniques habituels à cette époque. Pour les radios périphériques la forme change sans nul doute s'accélère se démultiplie aussi, mais les schémas professionnels ne sont pas bouleversés. Il reste des journalistes professionnels qui rendent compte à des responsables de rédactions de leurs reportages, qui eux mêmes se chargent de modérer, d'interroger, distribuer la parole et d'organiser les temps d'antennes de manière somme toute hiérarchique et classique. Sous réserve de recherches ultérieures et approfondies il n'est pas sûr que les archives des radios

recèlent beaucoup de témoignages de la formidable prise de parole à laquelle est associé le souvenir de mai 1968. Un phénomène que Michel de Certeau a pu décrire ainsi : « *En mai dernier, on a repris la parole comme on a pris la Bastille en 1789. [...] Il s'est produit ceci d'inouï : nous nous sommes mis*

*à parler. Il semblait que c'était la première fois. De partout, sortaient les trésors, endormis ou tacites, d'expériences jamais dites. En même temps que des discours assurés se taisaient et que des « autorités » devenaient silencieuses, des exigences gelées s'éveillaient en un matin prolifique. Une fois abandonnée la carapace métallique de l'auto et rompu, le charme solitaire de la télé à domicile, avec la circulation brisée, les mass media coupés, la consommation menacée, dans Paris défait et rassemblé dans ses rues, sauvage et stupéfait de se découvrir un visage*

10 Citations tirées de l'article d'André-Jean Tudesq, « La radio, les manifestations, le pouvoir », pp. 137-160, in *Mai 68 à l'ORTF*, Comité d'Histoire de la télévision / Radio. France / INA, Paris : La Documentation française, 1987

11 Ibid, p. 159 et 139.

12 Témoignages recueillis par Evelyne Sullerot et publiés dans Philippe Labro, *Ce n'est qu'un début*, Paris, Publications premières, 1968.

*lavé de ses fards, une vie insoupçonnée surgissait.* »<sup>13</sup>  
On note bien que Michel de Certeau oppose l'irruption de la parole aux mass media d'alors.

Les médias, pas la télévision, mais la presse écrite et particulièrement la radio, ont joué un rôle essentiel d'information en mai 1968, mais il n'est pas sûr qu'ils furent véritablement des lieux novateurs de la prise de parole. Les archives qui se donnent à entendre ou voir 40 ans après, semble le confirmer<sup>14</sup>. Il y a bien les paroles d'anonymes, le reflet de témoignages divers, des images sonores étonnantes, mais elles sont traitées au prisme des techniques journalistiques de l'époque. Les témoignages d'anonymes semblent plus servir d'illustrations sonores qu'être une fin ou une volonté en soit. Les médias de l'époque prennent leur temps, accorde de longs temps de parole aux intervenants sans doute mais aux débats et confrontations ce sont des dirigeants, des spécialistes, des journalistes, des élus qui sont appelés à donner leurs points de vue, les têtes nouvelles qui apparaissent sont justement celles de ceux qui sont intronisés comme leaders du mouvement étudiant : Cohn-Bendit, Geismar ou Sauvageot...

En 1968, la libre antenne est encore à venir et l'interactivité très embryonnaire. À cette époque d'ailleurs, il faut rappeler que seuls 17 % des foyers français disposent du téléphone. C'est en mars 1967, qu'ont débuté les premières émissions de Menie Grégoire sur RTL, et il s'agit encore de lire des lettres d'auditeurs à l'antenne, pas d'intervention directe des auditeurs. Une révolution est en marche sans doute mais elle n'en qu'à ses débuts. Dès ses premières émissions, le travail Menie Grégoire témoignent à l'évidence du mal être de la société française dans ses profondeurs. Tout autant que les reportages sur mai 68 lui-même, les aspirations aux changements transparaissent dans les frustrations et déconvenues que dévoilent ce programme et confirment que là aussi que mai 68 ne fut pas une seule rupture, mais une étape révélatrice d'une société déjà en question et changements.

Il n'y eut pas de radios libres en Mai 68 et l'on peut s'interroger pourquoi ? Les obstacles n'étaient pas techniques mais peut-être plus culturels. Les militants

de l'époque sont encore très imprégnés d'une culture de l'écrit et de l'imprimé plus que d'audiovisuel. Malgré des discours ouvriéristes, ils sont aussi plus préoccupés d'idéologie que de technique. De fait, c'est dans la presse alternative, la presse underground, dans les nombreuses et fameuses affiches de l'école des Beaux Arts que s'exprimera la créativité du mouvement. Les créations de journaux alternatifs sont nombreuses : *Barricades*, le journal des comités d'action lycéens (les CAL), *Action* (publié par l'UNEF et le SNES-Sup imprimé sur les rotatives de Combat), *Le Pavé*, *l'Enragé* (du dessinateur Siné, entre le 24 et 5 novembre 1968), *Drapeau rouge*, *les Cahiers de Mai* de Daniel Anselme, *Lutte ouvrière* (le seul journal né à cette époque et qui existe encore), *l'Idiot international*, *la Cause du peuple* (organe des maoïstes de l'Union des Jeunesse Communistes Marxistes-Léninistes – UJCM)... Ce sera des cendres de ce dernier que naîtra plus tard, en 1973, le journal *Libération*. En 1968, les radios pirates britanniques sont déjà une histoire et les radios libres sont encore dans les limbes. En sont-elles un héritage comme l'écrit Thierry Lefebvre ? Il écrit « *Tout porte à penser que le mouvement des radios libres fut un accomplissement parmi les plus aboutis de la révolte de Mai...* ». Par analogie au cas italien, il parle d'un « *mai rampant des radios libres* » dans un dossier s'attachant à relever les traces ultérieures de mai 68<sup>15</sup>.

Mais on peut aussi en douter. Certes des militants de 68 se retrouvent dans le mouvement des radios libres, mais le décalage temporel est important, il faut attendre 1977 pour que le mouvement décolle vraiment en France. Et on peut penser que les radios libres française naissent à la fois comme un avatar, un effet de traîne du mouvement qualifié génériquement de Mai 1968, mais en même temps et contradictoirement, on peut aussi considérer le mouvement des radios libres comme le témoignage du reflux ou au minimum de l'adaptation de celui-ci. Dans les années 70, le local et la petite dimension de manière plus générale, sont l'objet de nouvelles attentions et investis de valeurs intrinsèquement positives. « *De grand, de révolutionnaire, il n'y a que le mineur* » proclament les militants radiophoniques italiens de Radio Alice<sup>16</sup>. C'est le temps des « *révolutions minuscules* »<sup>17</sup> et le début d'une réfutation des idéologies traditionnelles. Les micro-sujets se substituent aux macro-théories. Ainsi, il apparaît que les radios libres peuvent être

13 De Certeau Michel, « Prendre la parole », texte écrit entre mai et septembre 1968, repris dans l'ouvrage : *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris : Points Seuil, 1994.

14 Il faut bien sûr tenir compte que les archives utilisées aujourd'hui à des fins de commémoration ne sont pas forcément représentatives de l'ensemble de la production d'alors. Notre hypothèse mériterait donc confirmation.

15 Numéro spécial de la revue *Médiamorphoses*, avril 2008.

16 Collectif A/traverso, *Radio Alice, Radio Libre*, Paris, Jean-Pierre Delarge éditeur, 1977, p. 67.

17 "Les Révolutions minuscules", *Autrement*, Février 1981, n° 29.

considérées comme le résultat d'un constat d'échec de 68. Faute de pouvoir changer, transformer la société dans sa totalité, faute de conquérir la radio et la télévision publique ou les postes privés, les héritiers de 68 se tournent vers des expérimentations limitées mais réelles, vers des espaces disponibles et réduits, à portée, où peuvent se concevoir et se réaliser des alternances à l'ordre des choses. Il est sans doute vrai que l'effervescence radiophonique festive des radios libres résonne comme l'aboutissement de cette prise de parole qu'évoquait Michel de Certeau en tant que trait majeur de mai 68, mais ceci est déjà une autre histoire.

## Bibliographie

- Filiu Jean-Pierre, *Mai 68 à l'ORTF, une radio-télévision en résistance*, Paris, INA / Nouveau Monde, 2008
- Bérout, H. ; Hautemulle J.-Y. ; Aubert N. ; Gramain C., *Mai 68. Les archives sonores inédites de RTL*, CD, Paris, Télérama Hors-série, avril 2008
- Cartier Caroline, *Mai 68, images sonores*, CD, Paris, Ina, 2008
- Laurentin Emmanuel (2008). «Le transistor : à l'écoute de la rue», pp. 285-90, in Artières, P. et M. Zancarini-Fournel (Eds.), *68, une histoire collective [1962-1981]*, 2008
- Grégoire Menie, *Comme une lame de fond, 100 000 lettres qui disent le mal-être des corps et des cœurs, 1967-1981*, Paris : Calmann-lévy, 2007
- De Certeau Michel, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris : Points Seuil Essais, 1994.
- Souchier Emmanuel, *Mai 68*, Paris : la Documentation Française (Coll. Dossiers Les Médias et l'événement), 1988.
- Mai 68 à l'ORTF*, Comité d'Histoire de la télévision / Radio. France / INA, Paris : La Documentation française, 1987
- « L'année Radiophonique 1968 », Paris : *Cahier d'Histoire de la Radiodiffusion*, n° 59, Janvier - Mars 1999. (et aussi le n°21, décembre 1988)
- Gattolin André, Lefebvre Thierry (Eds), "Les empreintes de mai 68", Paris : *Médiamorphoses*, n° hors-série, avril 2008
- Sullerot Evelyne, « Transistors et barricades » p. 124-147, in *Ce n'est qu'un début*, Paris : Edition Spéciale (collection Publication premières), 1968.